

subsaaharienne

Ils ont ensuite renvoyé à leurs foyers le personnel administratif totalement dépassé et occupé les deux tiers environ du pays ! Rappelons à présent, en les résumant, les différents soulèvements touareg qui ont eu lieu au Mali entre 1963 à 2012. Le premier soulèvement de 1962/1963, dont on vient de dire les causes directes, fut rapidement et impitoyablement noyé dans le sang par le président Modibo Keita. L'histoire a déjà retenu que les chefs touaregs qui s'étaient enfuis en Algérie ont été «extradés», si j'ose dire, et livrés gracieusement à ceux qui les pourchassaient. On devine sans peine le sort qui leur a été réservé. Le second soulèvement eut lieu en juin 1990. Aux causes générales indiquées ci-dessus s'en était ajoutée une autre : l'affreuse et insupportable misère dans laquelle est tombée cette population à la suite des sécheresses qui avaient sévi en 1973 et en 1985. Personnellement, m'étant rendu en 1985, pour des raisons professionnelles, dans l'extrême sud, j'ai vu – ce que jamais de ma vie je ne pourrai oublier – des hommes, des femmes et des enfants épuisés, malades et faméliques, que nos secouristes, des appelés du contingent, avaient été regroupés sous de bâches accrochées à des pieux plantés à même le sol, dans une sorte de «no man's land», près de Tinzaouatine.

Les Touareg fuyaient leur pays où ils étaient impitoyablement rackettés, humiliés et menacés dans leur vie à raison de leur race, par une soldatesque brutale et une administration véreuse. On sait aussi que beaucoup de jeunes touareg s'étaient enfuis en Libye à la même époque. Ils furent pour la plupart enrôlés dans l'armée libyenne, et après une période d'instruction militaire, envoyés combattre au Tchad et pour certains d'entre eux au Proche-Orient. Ils en revinrent, on l'imagine sans peine, politisés et aguerris. Mais s'agissant de ce soulèvement, l'Algérie, tout en ouvrant ses bras aux réfugiés, a aidé à la résorption du conflit, grâce à une habile médiation qui aboutit à la signature d'un accord dit de Tamanrasset, par lequel les autorités maliennes s'engageaient à améliorer le sort des Touareg, à les faire participer à l'administration de leur régions, à leur ouvrir la carrière militaire...

Du côté des négociateurs touareg, il y avait, il n'est pas sans intérêt de le signaler, un certain Iyad Ag Ghali qui est aujourd'hui un chef chez les Ansar Eddine... Un

«Pacte national» fut approuvé en avril 1992, et une cérémonie dite de «la flamme de la paix» fut organisée en mars 1996, au cours de laquelle des armes ont symboliquement été jetées au feu. Mais comme d'habitude, les engagements pris par le pouvoir malien n'ont pas été respectés.

En effet, combien sont-ils donc ces Touareg ? L'étude la plus récente faite sur le sujet évalue leur nombre total en 1994 à 1 300 000 se répartissant ainsi : Niger 700 000, Mali 400 000, Algérie 40 000, Burkina Faso et Libye 160 000. Dans l'absolu, ils ne sont pas très nombreux, même si depuis 1994 leur nombre a pu augmenter de 15 à 20%.

La fin des années 1990 et le début des années 2000 seront en effet marquées par une recrudescence des rapt. On ne se contente plus d'enlever un ou deux individus, à chaque opération, on travaille «en gros», en enlevant des groupes entiers de touristes. Lorsque les Européens sont devenus rares au Mali, les groupes terroristes se sont retournés contre la population pour la mâter. Ensuite, il y a eu l'apparition d'une mafia secrète mais redoutable, faite de narcotrafiquants, de marchands d'armes et de cigarettes, à laquelle les groupes terroristes vont très vite se connecter, car cela peut leur rapporter gros. L'avion Boeing d'«Air Cocaïne» dont on a trouvé fin 2009 la carcasse carbonisée et cannibalisée près de Gao contenait, selon certaines informations, 6 à 10 tonnes de cocaïne.

En 2011, nos services de sécurité ont arrêté, pour détention et trafic de stupéfiants, une douzaine de personnes dont des employés d'Air d'Algérie travaillant sur le vol Alger-Bamako. Il y a donc bien une filière de narcotrafiquants avec tous ses maillons : les producteurs, les grossistes, les fournisseurs, les transporteurs, les dealers et les consommateurs qui a pour carrefour le Mali... Le soulèvement de mai 2006 est d'une autre nature et d'une autre ampleur que les précédents. Une fois encore, révoltés par les faux fuyants des autorités maliennes qui ne respectent pas leurs engagements, les Touareg attaquent Kidal, chef-lieu d'une région limitrophe de l'Algé-

rie et la garnison de Menaka située dans la région de Gao, à la frontière avec le Niger. Mais cette fois-là, les revendications des Touaregs ne sont plus seulement socio-économiques, elles ont une connotation politique. On commence en effet à parler d'autonomie dans un cadre fédéral, voire d'indépendance. Le mot «Azawad» circule beaucoup. L'Algérie est, une fois encore, sollicitée pour une médiation. Celle-ci aboutit à un énième cessez-le-feu et à la signature, le 07 juillet 2006, d'un Accord d'Alger, qui est immédiatement contesté par certaines associations de la société civile malienne et au moins par un parti politique malien. On craint en effet que certaines dispositions de cet accord n'ouvrent la voie à une remise en cause de l'unité territoriale du Mali, comprendre par-là à une scission. Du côté touareg, les deux partis, le Mouvement national azawad (MNA) et le Mouvement touareg du nord du Mali (MTNM), fusionnent donnant naissance au MNLA. Le soulèvement de janvier 2012 est, quant à lui, franchement politique. Le MNLA attaque les positions de l'armée malienne dans tout le nord du Mali, c'est-à-dire dans l'Azawad ; il déloge les troupes et les chasse : c'est une véritable débâcle. Le 02 mars 2012, le MNLA s'allie à Ansar Eddine, bien équipé en armes et en véhicules, provenant pour l'essentiel de la Libye où beaucoup de Touareg s'y étaient rendu guerroyer comme supplétifs de l'armée libyenne et pour défendre le guide libyen. On estime du reste à 3 000 le nombre de Touareg morts en Libye, pour une cause qui n'était pas la leur.

Les Touareg sont, à ce qu'en dit l'histoire, un peuple pacifique qui n'a jamais envahi, soumis ou occupé aucun pays ni aucun autre peuple. Pour autant, les Touareg sont des gens courageux, jaloux de leur liberté et prêts à se défendre contre ceux qui les agressent.

Le 06 avril 2006, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad. Comme un seul homme, la communauté internationale, c'est-à-dire l'ONU, l'UA et un certain nombre de pays, rejettent cette proclamation. On a surtout reproché au MNLA, qui ne s'est jamais présenté comme un parti islamiste même s'il n'est composé que de musulmans, de s'être allié à Ansar Eddine, mouvement intégriste, qui est soit un sous-groupe ou un satellite d'Al Qaïda ou d'Aqmi et qui s'est fixé pour mission d'appliquer aux autres la chari'a, telle que ses chefs la conçoivent et qui se réduirait, à leurs yeux de fanatiques rétrogrades, à l'obligation pour les femmes du port du voile, à la fermeture des débits de boissons

et des salles de spectacle, à la prohibition de la télévision et de la musique, aux amputations pour de simples vols, aux flagellations sur les places publiques, à des interdits à propos de tout et de rien.

Leur bonheur, c'est de punir leurs semblables, tout en s'autorisant, pour leur plus grand profit pécuniaire, le rapt, le chantage et le racket qui sont, sous tous les cieux sauf apparemment le leur, des crimes.

En représailles à la dénonciation de son alliance avec Ansar Eddine, les hommes du MNLA sont attaqués et chassés des villes de l'Azawad, tant par Ansar Eddine que les autres groupes islamistes qui gravitent autour d'Aqmi. Un chef d'Ansar Eddine, prédicateur en kalachnikov, a dit à un média : «Nous ne combattons pas pour l'indépendance, nous combattons pour le règne de la chari'a.» C'est tout un programme !

Conclusion

Au moment où s'achève l'écriture de ces quelques lignes, la Cedeao se réunit, comme demandé par le Conseil de sécurité des Nations unies, pour peaufiner un plan d'action et d'intervention militaires dans un pays qui non seulement y a donné son accord mais l'a fortement demandé. Le Mali est à plaindre pour plusieurs raisons. C'est un des pays les plus pauvres du monde, alors que l'on dit que son sous-sol regorge de richesses minières. C'est un pays gravement endommagé par la mauvaise gouvernance, et sa classe politique ne fait rien pour se corriger. L'armée y a déposé les gouvernements tant du reste civils que militaires et on s'aperçoit qu'elle n'est capable que de cela...

Le Mali est bien le ventre mou de l'Afrique subsaharienne et je crois bien qu'il va devoir supporter une occupation étrangère pendant longtemps. Mais je reste convaincu que ce scénario catastrophe aurait pu être évité, il y de cela deux ou trois ans, si nous avions frappé vite et fort les groupes terroristes qui se sont regroupés au Mali, pays qui n'avait et n'a toujours pas les moyens humains, militaires et financiers de le faire seul. Nous avons tout de même été sévèrement frappés au moins à trois reprises, à Tindouf où les terroristes ont enlevé, à Ouargla où ils ont fait sauter un bâtiment militaire et à Tamanrasset où ils ont récidivé. C'était là, à mon humble avis, trois bonnes raisons d'exercer notre droit de poursuite. S'agissant de la criminalité transfrontalière, nous avons aussi, je le crois sincèrement, les moyens et les hommes pour rendre la vie la plus difficile possible à tous les mafieux d'ici et d'ailleurs.

Z. S.

Publicité

PENSÉE

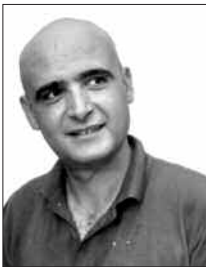
Il y a une année nous quittait à tout jamais notre cher père et frère

MRIDJA Aziz

Laissant dans nos cœurs un vide que rien n'a pu combler.

Son souvenir est toujours intact, celui d'un homme généreux, bon et attentionné. En ce pénible souvenir, son épouse Fela et ses filles Racha et Rima demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et de prier Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»



ELKH/B1

PENSÉE

A notre chère mère
Salima KAZI AOUEL

10 ans après ton départ, les souvenirs sont encore là, tu vis dans nos mémoires et nos cœurs, tu es partie dans une journée de l'automne 2002, triste journée que celle du 28 octobre qui restera à jamais gravée pour la vie. Tu es partie rejoindre le Seigneur pour un monde meilleur. Repose en paix, chère mère. Puisse Dieu t'accorder Sa Miséricorde et t'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.»
«Quand une fleur se fane, c'est tout un jardin qui meurt.»

Tes enfants et petits-enfants.



B14

CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur général, les cadres dirigeants, le Syndicat d'entreprise et l'ensemble du personnel du Crédit Populaire d'Algérie, très affectés par le décès du frère de

M^{me} Samia HASSAM

Directrice du Marketing et de la Communication, présentent à celle-ci ainsi qu'à toute sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent de leur profonde sympathie.

Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Anep n° 304 546 - Le Soir d'Algérie du 25/10/2012

CONDOLÉANCES

Le Président-Directeur général, les cadres dirigeants, le syndicat d'entreprise et l'ensemble du personnel du Crédit Populaire d'Algérie, très affectés par le décès de

Madame SEFIHICHE (née OUNIS) Karima

Chef du Secteur Central à la Direction Marketing et Communication

présentent à sa famille ainsi qu'à sa belle-famille leurs condoléances les plus attristées et les assurent de leur profonde sympathie.

Puisse Dieu le Tout-Puissant accorder à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.

«A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

Anep n°304 575 - Le Soir d'Algérie du 25/10/2012